

CADRE D'EMPLOIS DES CHEFS DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE

➤ STATUT PARTICULIER DU CADRE D'EMPLOIS :

(Décret n° 2011-444 du 21 avril 2011).

Catégorie B.

Ce cadre d'emplois comprend 3 grades :

- Chef de service de police municipale,
- Chef de service de police municipale Principal de 2^{ème} classe,
- Chef de service de police municipale Principal de 1^{ère} classe.

➤ DEFINITION DES FONCTIONS :

Les chefs de service de police municipale exécutent dans les conditions fixées, notamment, par la loi du 15 avril 1999 susvisée et sous l'autorité du maire les missions relevant de la compétence de ce dernier en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ils assurent l'exécution des arrêtés de police du maire et constatent, par procès-verbaux dans les conditions prévues à l'article 21-2 du code de procédure pénale, les contraventions auxdits arrêtés ainsi qu'aux dispositions des codes et lois pour lesquelles compétence leur est donnée.

Ils assurent l'encadrement des membres du cadre d'emplois des agents de police municipale, dont ils coordonnent l'activité. Ils ont vocation à exercer les fonctions d'adjoint au directeur de police municipale.

➤ NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE

Voir la circulaire du Centre de Gestion n°2006-27 du 28 novembre 2006.

➤ REGIME INDEMNITAIRE :

- Indemnité spéciale de fonctions
- Indemnité d'administration et de technicité (IAT)
- Indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS)

➤ FORMATION INITIALE :

Stage et formation :

	Concours	Promotion interne
Durée du stage	1 an	6 mois
Prorogation possible	9 mois	4 mois
Formation initiale (FIA)*	9 mois Ou 6 mois pour les candidats ayant suivi antérieurement la formation obligatoire prévue à l'article 5 du décret du 17/11/2006 ou justifiant de 4 ans de services effectifs dans le cadre d'emploi d'Agent de police municipale	4 mois

* FIA organisée par le [CNFPT](#)

CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE

1 - Echelonnement indiciaire et durée de carrière

ECHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
INDICES BRUTS	389	395	397	401	415	431	452	478	500	513	538	563	597
INDICES MAJORES	356	359	361	363	369	381	396	415	431	441	457	477	503
DUREE UNIQUE	1 a	1 a	1 a	1 a	2 a	2 a	2 a	3 a	3 a	3 a	3 a	4 a	-

2 - Conditions d'accès au grade

a) Inscription sur liste d'aptitude après concours

Les conditions d'accès au concours sont disponibles dans les brochures sous l'onglet concours de notre site www.cdg11.fr

b) Inscription sur liste d'aptitude au titre de la promotion interne après examen professionnel

Sont concernés :

1. Les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres comptant au moins huit ans de services effectifs dans leur cadre d'emplois en position d'activité ou de détachement et **qui ont été admis à un examen professionnel** organisé par les centres de gestion ;

2. Les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale titulaires du grade de brigadier-chef principal ou de chef de police comptant au moins dix ans de services effectifs dans leur cadre d'emplois en position d'activité ou de détachement.

L'inscription sur les listes d'aptitude ne peut intervenir qu'au vu des attestations établies par le Centre national de la fonction publique territoriale précisant que l'agent a accompli, dans son cadre d'emplois d'origine, la formation continue obligatoire prévue à l'article L. 412-54 du code des communes et dont l'objet et les modalités sont fixés par le décret du 20 janvier 2000 susvisé.

Quota :

- 1 nomination pour 3 recrutements par d'autres voies
- ou bien quota de 5 % de l'effectif du cadre d'emplois considéré lorsque ce mode de calcul permet un nombre de promotions supérieur à celui résultant de l'application des dispositions ci-dessus.

Dérogation :

Lorsque le nombre de recrutements ouvrant droit à une nomination au titre de la promotion interne n'a pas été atteint pendant une période d'au moins 4 ans, un fonctionnaire peut être inscrit sur la liste d'aptitude si au moins un recrutement entrant en compte pour cette inscription est intervenu.

CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL DE 2^{ème}

1 - Echelonnement indiciaire et durée de carrière

ECHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
INDICES BRUTS	401	415	429	444	458	480	506	528	542	567	599	638
INDICES MAJORES	363	369	379	390	401	416	436	452	461	480	504	534
DUREE UNIQUE	1 a	1 a	2 a	2 a	2 a	2 a	3 a	3 a	3 a	3 a	4 a	-

2 - Conditions d'accès au grade

Par avancement de grade

Peuvent être promus Chef de service de PM principal de deuxième classe :

1° Par la voie d'un examen professionnel, les fonctionnaires ayant au moins atteint le 6^e échelon du premier grade et justifiant d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau ;

2° Par la voie du choix, après inscription sur un tableau d'avancement établi, les fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 8^e échelon du premier grade et d'au moins cinq années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.

Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1° ou du 2° ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1° ou du 2°, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les trois ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement. Dans cette hypothèse, la règle qui précède est à nouveau applicable.

Ratio :

Application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour l'avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement public, après avis du Comité Technique Paritaire (*article 35 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale*).

Remarque :

L'inscription au tableau d'avancement ne peut intervenir qu'au vu d'une attestation établie par le CNFPT et certifiant que l'intéressé a suivi la formation continue obligatoire mentionnée à l'article L412-54 du code des communes.

CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL DE 1^{ère}

1 - Echelonnement indiciaire et durée de carrière

ECHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
INDICES BRUTS	446	461	484	513	547	573	604	638	660	684	707
INDICES MAJORES	392	404	419	441	465	484	508	534	551	569	587
DUREE UNIQUE	1 a	2 a	2 a	2 a	2 a	3 a	3 a	3 a	3 a	3 a	-

2 - Condition d'accès au grade

Par avancement de grade

Peuvent être promus Chef de service de PM principal de 1^{ère} classe :

1° Par la voie d'un examen professionnel, les fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 6e échelon du deuxième grade et d'au moins trois années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau ;

2° Par la voie du choix, après inscription sur un tableau d'avancement établi, les fonctionnaires justifiant d'au moins un an dans le 7e échelon du deuxième grade et d'au moins cinq années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau.

Le nombre de promotions susceptibles d'être prononcées au titre du 1° ou du 2° ne peut être inférieur au quart du nombre total des promotions.

Toutefois, lorsqu'une seule promotion est prononcée au titre d'une année par l'autorité territoriale en vertu du 1° ou du 2°, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables. Lorsqu'elle intervient dans les trois ans suivant cette promotion, la promotion suivante ne peut être effectuée qu'en application de l'autre voie d'avancement. Dans cette hypothèse, la règle qui précède est à nouveau applicable.

Ratio :

Application d'un taux de promotion à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour l'avancement de grade. Ce taux de promotion est fixé par l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement public, après avis du Comité Technique (article 35 de la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale).

Remarque :

L'inscription au tableau d'avancement ne peut intervenir qu'au vu d'une attestation établie par le CNFPT et certifiant que l'intéressé a suivi la formation continue obligatoire mentionnée à l'article L412-54 du code des communes.